

ministère de l'agriculture et de la pêche

ministère de l'aménagement du territoire
et de l'environnement

direction de l'espace rural et de la forêt

direction de la nature et des paysages

Sous-direction de la forêt Bureau de la production forestière 19, avenue du Maine 75732 PARIS CEDEX 15 ☎ : 01.49.55.51.29 - Fax : 04.49.55.41.97	Circulaire DERF/SDF/C98-3021 Date : 11 SEPTEMBRE 1998	Sous-direction des espaces naturels 20, avenue de Ségur 75007 PARIS ☎ 01.42.19.19.66
--	---	---

c :004c54bo

Circulaire

Objet : populiculture et environnement, recommandations pour les opérations de boisement-reboisement en peuplier bénéficiant des aides du budget de l'Etat ou du FFN

Date de mise en application : **immédiate**

Les peupleraies couvrent actuellement 280 000 hectares, soit 0,5% du territoire national. La récolte de grumes de peuplier, qui atteint aujourd'hui 2,8 M m³ par an et avoisine ainsi celle des chênes, dépasse actuellement la production biologique annuelle de cette essence. La populiculture représente au niveau économique et social une source d'activités de première importance : la croissance rapide du peuplier rend cette essence adaptée aux petites parcelles et attractive pour leurs propriétaires, la demande de bois de peuplier reste forte et de nombreux industriels utilisateurs actuels de bois exotiques se tournent maintenant vers cette essence. Il conviendrait donc de maintenir, voire d'accroître de manière raisonnée et durable cette ressource économiquement intéressante et facilement mobilisable afin de permettre le développement de ces industries de transformation. Les enjeux sociaux conduisent également à subventionner le boisement des terres libérées par l'agriculture en faisant appel dans certains cas au peuplier; de même, le programme de lutte contre l'effet de serre prévoit une extension raisonnée des boisements.

Toutefois, les réflexions actuelles sur une meilleure prise en compte des aspects environnementaux et notamment de la nécessaire protection des zones humides incitent à examiner avec plus de précautions le développement de la populiculture dans certaines régions.

Des contradictions éventuelles entre ces enjeux économiques, sociaux et écologiques font parfois l'objet d'arbitrages locaux.

PLAN DE DIFFUSION

<u>Pour exécution</u>	<u>Pour information</u>
<ul style="list-style-type: none"> - Mmes et MM. les Préfets de région et de département - M. le Directeur Général de l'Office national des forêts - Mmes et MM. les Directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt - Mmes et MM. les Directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt 	<ul style="list-style-type: none"> - M. le Ministre de l'Intérieur (DGA) - FNSPFS - ANCRPF - IDF - FNCOFOR - Direction générale de l'Office National des Forêts

Dans le cadre du plan d'action gouvernemental pour les zones humides, une réflexion nationale a été confiée à un groupe de travail associant nos deux ministères, des populteurs, des organismes de recherche et de développement, des scientifiques et des associations de protection de la nature. Les recommandations ci-jointes sont le fruit de cette réflexion. Elles concernent les opérations de boisement et reboisement en peuplier bénéficiant du concours financier de l'Etat et visent notamment à intégrer davantage dans la décision des gestionnaires forestiers les réflexions actuelles sur la gestion durable, la biodiversité, les paysages et la nécessaire protection des zones humides, tout en promouvant la constitution d'une ressource permettant de satisfaire une forte demande en bois de peuplier.

Dans le cadre plus général de la réforme des aides de l'Etat à l'investissement forestier, ces recommandations et critères nationaux devront être ensuite déclinés au niveau régional et adaptés au contexte local de la petite région forestière ou du groupe de petites régions forestières pour définir les critères d'éligibilité des aides à la populture .

Il est rappelé que les reconstitutions de peupleraies à l'identique ne sont pas éligibles aux aides de l'Etat. Toutefois, certaines des recommandations énoncées pourraient être prises en compte par les populteurs lors du renouvellement de leur peupleraie.

Le cas des plantations d'alignement n'est pas abordé dans cette circulaire.

La Directrice de la Nature et des Paysages

Le Directeur de l'Espace Rural et de la Forêt

Marie-Odile Guth

Cyrille Van Effenterre

RECOMMANDATIONS

POUR LES OPERATIONS DE BOISEMENT/REBOISEMENT EN PEUPLIER BENEFICIAIRE DU CONCOURS FINANCIER DE L'ETAT

I - OPPORTUNITE DU PROJET DE BOISEMENT/REBOISEMENT

L'aide de l'Etat en matière d'investissement forestier ne peut être accordée que si l'opération envisagée apparaît, au point de vue économique, écologique et social, comme l'utilisation la plus rationnelle du terrain. Il est rappelé qu'il convient de porter une attention toute particulière à l'implantation de nouveaux boisements et d'écarter systématiquement toute demande d'aide sur des parcelles dont le boisement pourrait porter atteinte à l'intérêt général.

Ainsi, la réalisation d'un boisement/reboisement doit toujours être précédée d'une réflexion sur l'opportunité du projet.

Sur un plan technique et économique :

L'inadéquation essence/station est la première cause d'échec des projets de boisement/reboisement. Dans certaines stations, même si la production de bois de peuplier reste possible, la rentabilité du projet est souvent remise en cause par le coût des travaux au regard de la production escomptée. Une analyse préalable s'impose donc en prenant notamment en compte les aspects stationnels et l'état du peuplement existant le cas échéant.

⇒ Eviter les stations marginales qui rendent indispensables des travaux coûteux.

- Ces milieux généralement secs ou marécageux ne conviennent pas toujours à une populiculture rentable et non risquée (sécheresse, chablis...), ils constituent parfois des milieux fragiles (zones humides) dont la plantation doit faire l'objet d'un examen attentif au niveau local.

- Lorsque la parcelle présente des dépressions très humides, il est recommandé d'interrompre les lignes de plantation à ce niveau, on obtient alors des trouées potentiellement diversifiées propices à la flore et à la faune sauvages.

⇒ Examiner la possibilité de tirer parti du peuplement existant par amélioration ou régénération naturelle avant d'envisager une transformation qui peut s'avérer coûteuse et parfois risquée.

Sur un plan écologique et paysager :

⇒ vérifier que l'aménagement envisagé ne compromet pas l'équilibre et les fonctionnalités des écosystèmes présentant un intérêt particulier.

- Le populiculteur doit être informé des mesures réglementaires en vigueur (espèces protégées, arrêtés de protection de biotope, etc.), de la situation du terrain vis à vis de la mise en œuvre des directives communautaires (classement en ZPS, proposition au titre de la directive Habitats) et des inventaires de richesses écologiques ou de fragilité des milieux (ZNIEFF, ZICO, etc.) existants ou en cours d'élaboration ; il pourra bénéficier d'une assistance technique pour sa gestion de la part des administrations ou organismes à l'origine de la mesure réglementaire. Il est en effet nécessaire de tenir compte de ces règles et de s'inspirer de ces recommandations pour concevoir au mieux les projets. La DIREN tient ces informations à la disposition des DDAF, des CRPF et des services de l'ONF.

⇒ l'implantation de nouveaux boisements dans des milieux riches sur le plan écologique souvent en forte régression, tels que les prairies humides, forêts riveraines, forêts humides, tourbières et bas-marais, doit faire l'objet d'un examen tout particulier afin de s'assurer qu'aucun projet risquant de contribuer à la dégradation de ces types de milieu ne soit encouragé par des aides publiques. Si une réflexion scientifique et technique au plan local permet d'identifier des zones où un boisement risque de poser un problème majeur, il faudra alors examiner avec circonspection la possibilité d'apporter un soutien à une opération de plantation. Si une décision positive était néanmoins prise au terme d'un examen détaillé de tous les enjeux, il conviendrait alors de mettre en place le cas échéant, des prescriptions adaptées, notamment dans le cadre d'un protocole local.

II - RECOMMANDATIONS TECHNIQUES

La plupart des recommandations suivantes constituent des précautions de bon sens. Elles permettent généralement d'optimiser l'investissement du populteur tout en favorisant l'insertion de son projet dans l'environnement.

Adaptation de la variété à la station et nécessaire diversification

Les peupliers sont parmi les essences forestières qui présentent les plus grandes exigences en eau, en alimentation minérale et en oxygène. Le choix de la station devra donc faire l'objet d'un examen particulièrement attentif.

⇒ Choisir les variétés les mieux adaptées à la station et à la sylviculture envisagée par le populteur, en fonction de ses objectifs et de ses moyens.

- Le choix des variétés les mieux adaptées pourra, dans certaines stations, limiter les entretiens ultérieurs (cf. recommandations régionales et protocoles locaux).
- Le choix d'une variété exigeante en entretiens (ex : I 214) nécessitera dans certaines stations une populture intensive.
- Sur stations fraîches ou stations modérément humides au sol chimiquement riche et bien aéré, des productions satisfaisantes sont généralement obtenues avec des entretiens limités dans le temps.

Une populture durable nécessite une diversification des variétés utilisées.

⇒ Eviter de planter simultanément des blocs d'une même variété d'une surface trop importante (surface maximale d'environ 5 hectares, cf. adaptations régionales et protocoles locaux)

- .La présence de différentes variétés plus ou moins résistantes aux différents agents pathogènes du peuplier peut permettre également d'éviter des pertes importantes. La variété d'âge et de cultivar est également un facteur favorable à la biodiversité et présente souvent un intérêt paysager.

Délimitation du périmètre de boisement/reboisement

Des distances minimales de 5 mètres de recul des plantations doivent être respectées selon la nature du fonds voisin **en tenant compte, le cas échéant, des réglementations en vigueur**. Un seuil supérieur pourra être retenu au niveau régional.

- ⇒ Ne pas planter trop près des cours d'eau ou plans d'eau, respecter cette distance minimale et permettre ainsi de :
- limiter, dans certaines configurations, la formation d'embâcles par chablis,
 - préserver utilement la végétation naturelle en bordure de rivière,
 - faciliter les conditions d'exploitation,
 - favoriser l'accès visuel à l'eau.
- ⇒ Ne pas planter trop près d'une parcelle déjà plantée en peupliers, respecter cette distance minimale:
- pour éviter la gêne occasionnée par les peupliers plus âgés et la perte de production qu'elle entraîne,
 - pour créer une lisière favorable à la biodiversité.
- ⇒ Ne pas planter trop près d'un fonds voisin, respecter cette distance minimale:
- pour ne pas gêner les cultures voisines et éviter la taille de branches qui avanceraient sur le fonds voisin,
 - pour favoriser le développement d'une lisière composée de diverses essences favorables à la faune,
 - pour faciliter les entretiens et l'exploitation des bois.

Travaux préparatoires et d'entretien

- ⇒ « Dimensionner » les interventions par rapport à la station et aux objectifs recherchés pour des raisons tant économiques qu'écologiques.
- Le peuplier réagit de façon très favorable aux travaux préparatoires et aux contrôles de la végétation herbacée durant les 3 premières années, ensuite les entretiens ultérieurs ne sont pas toujours valorisés.
 - En zone inondable, une peupleraie avec strate herbacée abondante, au même titre qu'une prairie, freine le flux d'eau lors des crues et contribue donc à piéger les matières en suspension garantes de la fertilité des sols.
 - L'entretien du sol d'une peupleraie installée en milieu humide après une bonne préparation ne se justifie pas toujours. On peut alors préconiser, par exemple, l'entretien de layons au girobroyeur une interligne sur deux pendant les premières années, pour faciliter les interventions d'amélioration (taille de formation, élagage). Le passage du girobroyeur devrait se situer après la période de nidification des oiseaux nichant au sol.
- ⇒ Raisonner les applications de produits agropharmaceutiques et de fertilisants en analysant l'ensemble des solutions techniques alternatives :
- dans les zones comportant des espèces ou des biotopes remarquables ou rares dans la région, limiter et utiliser de manière localisée les traitements agropharmaceutiques homologués et veiller tout particulièrement au respect de leur condition d'emploi,
 - prendre toutes les précautions pour éviter l'entraînement des produits vers des lieux sensibles et notamment les points d'eau, cours d'eau et fossés d'assainissement,
 - privilégier les spécialités commerciales les plus sélectives et les plus rapidement dégradées.

Les conditions techniques de réalisation des éventuelles applications de produits agropharmaceutiques sont précisées dans la circulaire n°3004 du 11 février 1993.

Sous-étage

- ⇒ Dans certaines stations, le développement d'un sous étage peut s'avérer favorable à la biodiversité ; la concurrence avec les peupliers sera d'autant moindre que l'alimentation en eau est suffisante et le sol riche. Dans ce cas, la réalisation de layons d'accès aux peupliers est indispensable pour pratiquer les tailles de formation et élagages ultérieurs.

Exploitation des bois avant la plantation

La reconstitution d'une peupleraie à l'identique n'est pas éligible aux aides de l'Etat, mais la plantation de peuplier peut, dans certains cas, nécessiter l'exploitation préalable de bois sur la parcelle. Il conviendra alors de respecter les mesures suivantes.

- ⇒ Réduire les dégâts de compactage du sol que peut provoquer la vidange des bois :
 - éviter la divagation inutile de l'engin de débardage à l'intérieur de la coupe en assurant une étroite coordination entre abattage (directionnel) et débardage;
 - intervenir avec des engins adaptés (pneus larges à basse pression) en période sèche (été, conditions de gel) pour limiter le tassement du sol;
 - étaler les rémanents sur les pistes de débardage.
- ⇒ Respecter les cours d'eau pour des raisons hydrauliques et piscicoles :
 - ne pas obstruer les ruisseaux avec les rémanents;
 - aménager le franchissement des cours d'eau (pose de billons, pont démontable, etc.).
- ⇒ Proscrire tout épandage de lubrifiant ou de carburant et récupérer systématiquement les emballages.
- ⇒ Traiter les rémanents en respectant les contraintes locales, notamment les risques d'inondation :
 - chaque fois que possible, étaler les houppiers démembrés ou les broyer pour faciliter leur décomposition (retour des éléments minéraux).

Paysage

En raison de sa structure interne spécifique et du suivi technique dont elle fait assez souvent l'objet, la peupleraie possède une signature visuelle bien particulière (géométrie, perméabilité, lisière bien marquée et rythmée...), elle est ainsi susceptible d'être appréciée pour ses caractéristiques propres dans les territoires popuicoles de longue date.

- ⇒ Eviter les mesures techniques consistant à « déguiser » la peupleraie, telles que la réalisation de lisières courbes, etc.

Les caractéristiques visuelles bien particulières de la peupleraie n'empêchent pas une certaine diversité : les peupleraies avec sous étage ligneux des vallées de la Somme ou de la Sensée ne ressemblent pas aux peupleraies au sol nu ou semé de maïs de la vallée de la Garonne.

Cette variété existe aussi d'une peupleraie à l'autre au sein d'un même massif : les fonds de vallées popuicoles présentent souvent une diversité interne due à l'alternance spatiale de plantations d'âges, de variétés, de surfaces, de densités et de modes de gestion différents.

- ⇒ Eviter d'imposer un modèle unique de peupleraie : en termes de surfaces, densités de plantation, types d'entretien, etc., afin de maintenir ou favoriser la diversité des identités régionales liées aux peupleraies juxtaposées.
- ⇒ Prévoir dans certains cas la possibilité de réaliser des cultures intercalaires pendant 3-4 ans après la plantation ou de laisser se développer des ligneux spontanés.

Ces recommandations peuvent cependant s'avérer insuffisantes dans les zones où les plantations de peuplier ont connu une forte extension au cours de la dernière décennie; il conviendra alors d'envisager une réflexion préalable dans le cadre d'une étude paysagère préalable dont les modalités de financement sur le budget de l'Etat sont en cours d'examen.